
Research Article**CONTRIBUTION DE L'EDUCATION DE BASE NON FORMELLE (EBNF) A L'INSERTION SOCIALE DES JEUNES DESCOLARISES ET NON SCOLARISES AU TCHAD: CAS DU MAYO-KEBBI OUEST*****Hamidé ABRAS RAHMA**

Département de l'Alphabétisation et d'Education Non Formelle, Ecole Normale Supérieure de N'Djamena, BP : 460 N'Djamena-Tchad

Received 24th March 2023; Accepted 29th April 2023; Published online 26th May 2023

Abstract

L'éducation est le fondement de toute une société. Elle est indispensable pour le développement de toute une nation. Sa mise en œuvre est du ressort de l'Etat qui demeure le garant. Au Tchad, malgré les progrès obtenus ces dernières années dans le domaine éducatif, beaucoup de jeunes sont encore non scolarisés. L'objectif de cet article est d'analyser la contribution de l'éducation non formelle à l'insertion sociale des jeunes déscolarisés et non scolarisés au Tchad dans le Mayo-Kebbi ouest. La méthodologie, essentiellement constitué des sources documentaires et des enquêtes de terrain a permis de comprendre que malgré les investissements, l'éducation non formelle n'arrive pas à atteindre ses objectifs. Dans la zone d'étude, un nombre croissant des jeunes et des adolescents alphabétisés atteste de l'importance de l'éducation non formelle. Une augmentation des structures d'éducation non formelle a permis de former un nombre plus élevé des jeunes déscolarisés, même si cela ne permet pas de couvrir tout le besoin. Il est important pour l'Etat d'appuyer davantage ces structures d'éducation non formelle pour atteindre l'objectif d'éducation pour tous qu'il s'est fixé.

Keywords: Tchad, éducation non formelle, insertion sociale, jeunes scolarisés et déscolarisés.

INTRODUCTION

La question de l'éducation demeure une préoccupation présente dans l'agenda mondial. La création de l'UNESCO, les grandes conférences comme celles de Jomtien en 1990, de Dakar en 2000 ou de l'ADEA en 2012 s'inscrivent dans ce sens. De même, les grandes résolutions et les engagements pris pendant ces rencontres illustrent l'engagement mondial pour une gouvernance de l'éducation. C'est le cas de l'engagement en faveur de l'Education Pour Tous (EPT) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dont une partie importante reste consacrée à l'éducation. Le processus de mise en place de la gouvernance mondiale de l'éducation montre un regain d'intérêt pour cette question à partir de la Seconde Guerre mondiale où une sorte de conscience mondiale va se développer autour de l'éducation. L'idée qui a soutenu cet engagement mondial était d'abord de garantir la sécurité humaine contre la guerre en édifiant dans l'esprit des hommes les germes de défense de la paix, une paix établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité (UNESCO, 1948). Ainsi, l'éducation va être reconsidérée comme le cadre structurant de la socialisation de l'homme. Elle permet de façonner l'homme en adoptant comme finalité de l'élever vers un état souhaité (Ardouin, 2014), de déposer en lui tout l'acquis humain pour le hisser au niveau de son temps, de sorte à ce qu'il puisse être porté et non englouti par lui (José, 1853). En plus de cette fonction cardinale de socialisation de l'homme, l'éducation va être prise comme un catalyseur des autres domaines de la vie en société, ce qui fait dire à Gabriel B. (2011) qu'il existe une forte corrélation entre l'éducation et la croissance économique, les revenus individuels ainsi que le progrès social des pays. Pour Gabriel B. (2011), cette situation s'explique par le fait que l'éducation valorise le facteur travail, entendu lui-même

comme l'ensemble des activités intellectuelles et manuelles nécessaires pour produire les biens et services. Dans ce sens, l'éducation reste donc considérée comme le socle de développement du capital humain. Ces considérations entraîneront une mobilisation mondiale en faveur du développement de l'éducation. S'installe alors une sorte de veille sur la gouvernance mondiale de l'éducation où des systèmes d'évaluation permettent de rendre compte du niveau de développement de l'éducation dans les pays. Ce mouvement s'accompagne d'une structuration du champ de l'éducation avec l'apparition de formes éducatives, notamment : l'éducation formelle, l'éducation non formelle et l'éducation informelle. Brougère et Bézille (2007) voient en cette évolution une réaction face à l'école classique (qualifiée de formelle, conçue et prenant ses racines sur des modèles éducatifs occidentaux) dont les performances ne permettent pas de donner une éducation accessible et de qualité à toutes les populations qui en ont besoin. L'apparition des systèmes d'évaluation et la structuration du champ de l'éducation sont des faits qui montrent que la question de l'éducation constitue une préoccupation majeure de la gouvernance mondiale. En effet, les institutions internationales comme l'Organisation des Nations Unies et l'UNESCO sont unanimes à reconnaître le rôle central de l'éducation, non seulement pour le développement de l'humanité, mais aussi pour la stabilité et la sécurité du monde. En fait, après les turbulences consécutives aux deux guerres mondiales, le souci d'éduquer l'Homme afin que son expression ne nuise pas à ses semblables et à l'ensemble de l'humanité s'est posé avec acuité. C'est le sens de l'acte constitutif de l'UNESCO qui affirme : « *les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être édifiés les défenses de la paix... une paix établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité* ». L'idée qui transparait ici est que l'éducation permet d'assurer la sécurité de l'Homme et cela au niveau mondial. Dans le même sens, Poizat, reprenant les pensées de Dupuy, relève qu'« *en Europe, frappés par la*

***Corresponding Author: Hamidé ABRAS RAHMA**

Département de l'Alphabétisation et d'Education Non Formelle, Ecole Normale Supérieure de N'Djamena, BP : 460 N'Djamena-Tchad.

versatilité politique du 19ème siècle, les conflits sociaux puis la guerre de 14-18, les pédagogues veulent remédier à ce climat et créent la ligue de l'Education Nouvelle, puis le Bureau International de l'Education Nouvelle. Arrêter les conflits ne suffit pas, il faut éduquer convenablement les incendiaires, calmer l'homme, transformer son cœur. Il faut supprimer les frustrations générant l'agressivité qui se libère lorsque l'individu adulte n'est plus dans le giron de la structure éducative : on obtiendra alors la paix internationale, la concorde nationale et des sujets apaisés. Les méthodes actives ne sont que les moyens de ces finalités ».

De ce fait, l'éducation est reconsidérée comme déterminante et incontournable dans le processus de socialisation dans les sociétés postmodernes. Elle prévient et apporte des solutions aux problèmes qui se posent à l'homme à travers le temps et l'espace. Vu dans ce sens, l'éducation est assimilable à la socialisation. Une socialisation entendue comme l'ensemble du processus par lequel un individu acquiert les systèmes de représentation, valeurs, modes de pensées et d'actions d'une société donnée. En raison de la faible performance des systèmes éducatifs africains, l'opinion d'une recette pour un pays comme le Tchad semble collée au développement de l'éducation non formelle. Une analyse de certains systèmes éducatifs des pays développés montre que cette forme éducative se développe et fait même l'objet d'une attention particulière. C'est le cas des classes d'adaptation, des formes particulières d'éducation pour populations spécifiques comme les migrants et les gens du voyage en Europe. Ces formes d'éducation extrascolaire permettent de proposer des offres éducatives en dehors de l'offre classique, d'adapter l'éducation à des besoins spécifiques de certaines populations.

Au Luxembourg par exemple, l'éducation non formelle est un élément caractéristique du travail des structures d'accueil pour enfants, des organisations de jeunesse et des services pour jeunes, étant donné qu'ils sont considérés comme des lieux d'éducation où sont proposées des actions pédagogiques planifiées. Dans ce pays, l'éducation non formelle se caractérise par ses méthodes, ses approches et ses champs d'action. Elle peut avoir lieu dans différents contextes et dans différents types d'activités. L'éducation formelle, l'éducation non formelle et l'éducation informelle se complètent mutuellement et renforcent ensemble le processus d'apprentissage tout au long de la vie. Le domaine de l'éducation non formelle connaît le développement de nombreuses innovations. Cette situation est particulièrement remarquable dans les systèmes éducatifs des pays africains. C'est pour soutenir cette dynamique d'innovation que l'Organisation Internationale de la francophonie (OIF) publie en 2009, un document de capitalisation sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle en Afrique. Ce document présente quelques cas qualifiés de bonnes pratiques venant d'expériences du Burkina Faso, de la République démocratique du Congo, de Madagascar, du Mali et du Sénégal.

En réalité, ce document, élaboré par un groupe d'experts soutenu par l'OIF, a pour objectif de participer au plaidoyer en faveur d'un appui à l'alphabétisation et l'éducation non formelle. Ce plaidoyer se justifiait entre autres par les raisons majeures suivantes :

- l'éducation est considérée comme un droit minimum de la personne car un minimum de connaissances est nécessaire pour vivre dans une société en perpétuelle mutation. Prise

dans ce sens, l'éducation vise la satisfaction des besoins éducatifs fondamentaux liés aux connaissances instrumentales, à la vie sociale et à la citoyenneté démocratique. L'alphabétisation des adultes contribue à changer leur rapport à l'école. Ainsi, les populations alphabétisées sont plus ouvertes à envoyer leurs enfants à l'école.

- Malgré la mobilisation de moyens importants par les Etats pour augmenter l'effectif des enfants atteignant le niveau primaire de l'école classique, l'analphabétisme est loin d'être éradiqué. Il est dès lors nécessaire d'explorer de nouvelles voies d'éducation pour les adolescents et les jeunes adultes, offrir en somme « à ceux qui sont hors de ce système, des possibilités de recevoir une éducation de base de qualité ».

Cette présentation, loin d'être exhaustive, montre que partout en Afrique, des innovations éducatives sont développées pour répondre aux besoins des populations. Ces innovations éducatives opérationnalisent divers domaines, investis par l'éducation non formelle. Le Tchad, pays d'Afrique subsaharienne ayant connu trois décennies de troubles sociopolitiques qui ont annihilé tous ses efforts dans les domaines socio-économiques est confronté à de sérieux problèmes d'éducation. Au Tchad, près de la moitié de la population (48%) a moins de 15 ans, les taux bruts de scolarisation primaire sont de 31,8% pour l'ensemble du pays, 53% pour le milieu urbain, 26% pour le milieu rural et par rapport au sexe, 40,4 % de garçons fréquentent contre 22,8% de filles (RT, 1995). Selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) au Tchad, le taux d'analphabétisme chez les 6 ans et plus est de 67% parmi la population tchadienne. Il atteint 78% chez les femmes et 56% chez les hommes. Un homme sur trois (34%) et une femme sur cinq (19%) ont une instruction primaire tandis que 9% des hommes et seulement 2% des femmes ont atteint le niveau secondaire ou plus (Ouagadjiou et al., 1998).

La non-scolarisation des enfants constitue pour le Tchad un grand problème auquel des solutions urgentes doivent être apportées. Son ampleur et sa complexité exigent une intervention dans le domaine aussi bien des décideurs que des chercheurs (Mbaindoh, 1996). Pour Dabsou (2001), les inégalités en matière de scolarisation au Tchad sont très fortes dans toutes les régions. Les filles sont pratiquement désavantagées dans toutes les régions, même si au Centre, elles semblent avoir un léger avantage que leurs consœurs du Nord et du Sud en termes de rapport de chances de fréquentation scolaire. Et que sur le plan national, les enfants confiés sont mieux scolarisés que ceux des chefs de ménage.

D'après Akoto, «il est vain de chercher à améliorer la scolarisation d'une population uniquement à partir de l'offre d'éducation. La connaissance des mécanismes qui sous-tendent sa demande (notamment au niveau de la famille, de la collectivité et de l'État), couplée à celle des facteurs liés à l'offre, est, à n'en pas douter, l'une des meilleures voies pour atteindre cet objectif» (Pilon et Yaro, 2001).

A la suite de ces travaux, nous voulons nous intéresser à la contribution de l'éducation non formelle à l'insertion sociale des jeunes déscolarisés et non scolarisés dans le Mayo-Kebbi ouest. En d'autres termes, en quoi consiste l'éducation non formelle ? Comment ce type d'éducation peut contribuer à la socialisation des jeunes déscolarisés et non scolarisés ?

MÉTHODOLOGIE

Données utilisées

Les données utilisées sont de plusieurs ordres : les sources documentaires, les statistiques scolaires, les enquêtes auprès des ménages et des responsables d'établissements. Les sources documentaires portent sur l'existant scientifique dans lequel s'inscrit cette recherche. Il s'agit d'ouvrages scientifiques qui abordent différents objets et thématiques de l'éducation, particulièrement l'éducation non formelle. Il s'agit également de rapports et d'ouvrages de recherche action. Ces documents ont permis de faire l'état de la situation de l'éducation au Tchad et de constituer l'approche méthodologique de la recherche. Ensuite, les documents portant sur les alternatives étudiées ont été collectés et exploités pendant la phase des enquêtes de terrain. Pour les enquêtes, cent (100) ménages choisis d'une manière aléatoire ont été enquêtés sur la contribution de l'éducation non formelle à l'insertion sociale des jeunes. La variable dépendante est la fréquentation scolaire et les variables indépendantes sont le sexe, l'âge, l'insertion sociale.

Analyse des données

Les différentes données ont été analysées et traitées avec le logiciel Excel. Pour cela, les calculs de moyenne et d'écart type ont été effectués.

RÉSULTATS

Education (Alphabétisation et éducation de base) Non Formelle : un système marginalisé

L'analyse des performances du système éducatif du Tchad montre que l'éducation non formelle est marginalisée dans toutes ses composantes : alphabétisation des adultes et éducation non formelle des adolescents particulièrement.

Au niveau de l'éducation de base non formelle : Pour la campagne 2019/2020, on constate un taux d'accroissement moyen de 2,6% des structures de l'éducation non formelle des adolescents. Cet accroissement s'explique en partie par l'intérêt porté par certains opérateurs privés pour les structures de l'éducation non formelle des adolescents. En 2020, ces structures d'éducation non formelle pour adolescents prennent en charge environ 6000 apprenants. Cette tendance à l'augmentation va se poursuivre en 2022, mais le rythme est à la stagnation. L'écart entre les prévisions et les réalisations se creuse. Pour une prévision de prise en charge de 37000 adolescents en 2015, les réalisations montrent que seulement 8370 adolescents ont été recrutés dans ces dispositifs.

Selon les études du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique, la baisse du nombre de centre d'éducation non formelle et assimilés, soit 26%, s'explique par l'absence de moyens pour augmenter cette offre éducative dans certaines localités. En termes de comparaison, le taux d'accroissement annuel des infrastructures du formel est d'environ 9% contre moins de 2% pour le non formel. Or, du fait de la faible performance de l'école formelle, plusieurs apprenants souhaiteraient bénéficier de ce type d'offre de formation.

Au niveau de l'alphabétisation des adultes : Les enquêtes de terrain montrent que le nombre de déclarés alphabétisés régresse d'année en année à cause du faible financement de

l'éducation non formelle. Ainsi entre 2018 et 2020 par exemple, le nombre de déclarés alphabétisés de 15-24 ans a diminué de 81302 à 47 699 soit 41,3 %. En outre, l'effectif des déclarés alphabétisés est inférieur à la prévision estimée à 222 201, soit 174502 apprenants de moins dans la même période. Les causes du sous financement de l'éducation non formelle n'ont cependant pas de lien avec la qualité de l'éducation non formelle. De façon générale, il est observé que relativement aux indicateurs sur l'alphabétisation des jeunes de 15-24 ans dans les centres, les cibles visées en 2020 ne sont pas atteintes. Les résultats de l'Enquête Multisectorielle Continue de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSEED) indiquent un taux d'alphabétisation de 34,5% dont 50% pour la tranche des jeunes de 15-24 ans en 2014. Ces informations montrent que des efforts restent à faire pour atteindre le taux de 60% escompté en 2015 et résorber la question des 1 610 000 jeunes de 15-24 ans non alphabétisés. Le nombre de jeunes alphabétisés de 15-24 ans s'est accru notamment chez les filles et les femmes sans atteindre les objectifs visés.

L'éducation non formelle, un sous financement structurel

Le budget de l'Etat finance l'éducation non formelle à travers les activités d'alphabétisation dans le cadre de différents programmes. En plus du budget de l'Etat, l'éducation non formelle bénéficie des ressources des autres partenaires.

Il convient de préciser que l'éducation non formelle est également financée par des partenaires techniques et financiers du ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique tels que l'UNICEF qui finance directement des activités menées dans le domaine par certaines structures.

De l'efficacité interne de l'éducation non formelle

La qualité de l'éducation non formelle peut être examinée à travers le taux de réussite et le taux d'abandon. Pour ce qui concerne la campagne 2018-2019, les indicateurs se présentent de la manière suivante selon les rapports du MENPC : au niveau des adultes, le taux de succès en première année est de 93,81%, et celui de la deuxième année est de 90,21%. « Ces taux sont très appréciables, et témoignent d'une bonne assimilation des contenus de formation et/ou d'un bon niveau de l'équipe pédagogique (les animateurs, superviseurs) ». Au niveau global (adulte et adolescents), la situation des taux de réussite et d'abandon se présente comme suit (Figure 1).

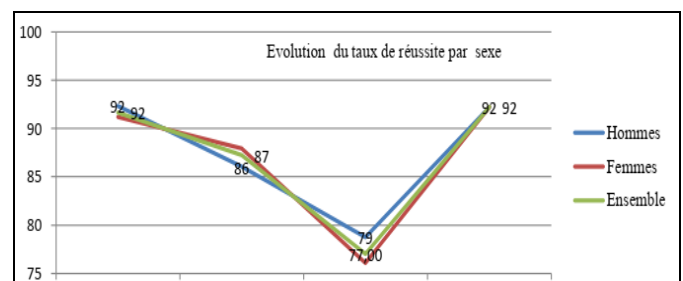


Figure 1. Evolution du taux de réussite des adultes par sexe

La courbe de l'évolution des taux de réussite entre 2017 et 2020 est en forme de « V », ce qui traduit une baisse puis une hausse au cours de la période. En effet, le taux de réussite au niveau national a connu une baisse d'environ 15% entre 2017 et 2020. Il est ensuite passé de 77% en 2019 à 92,24% en 2020, soit une hausse de 15,2%. Cette évolution de la courbe en V

s'explique par la prise en compte de nouveaux opérateurs ne maîtrisant pas encore les conditions et les stratégies d'ouverture et de fonctionnement des centres. Il a fallu à ces opérateurs un temps pour acquérir et adopter des mesures opérationnelles de mise en œuvre des projets d'éducation non formelle. Par rapport aux adolescents, on note également une bonne évolution des taux de réussite comme l'atteste la figure 2.

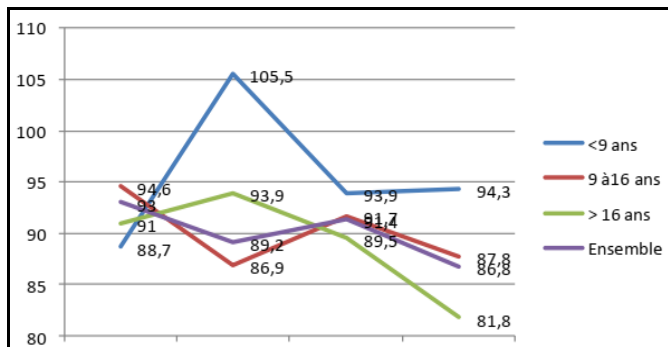


Figure 2. Evolution des taux de réussite des adolescents

La figure 2 montre que les taux de réussite sont compris entre 84,8% et 96%. On note également que le taux d'abandon global est faible comme la figure 3.

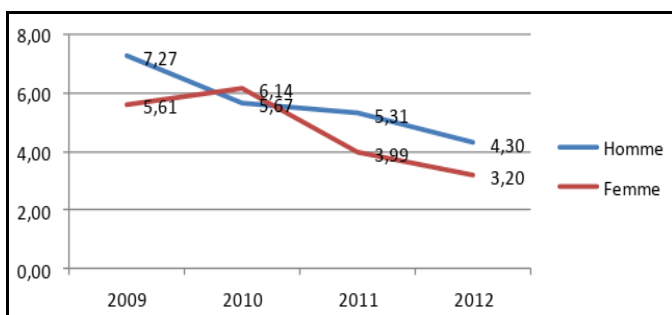


Figure 3. Evolution du taux d'abandon par sexe

Les taux d'abandon sont en baisse, traduisant le fait que les entrants quittent de moins en moins le système avant terme. Il y a lieu de noter ici que les abandons dans l'éducation non formelle n'ont pas la même signification que dans le formel. En effet, une fois que les apprenants possèdent les compétences qu'ils recherchaient, ils ont tendance à quitter le système pour le réinvestissement immédiat des acquis dans la vie active.

De l'efficacité externe de l'éducation non formelle

D'une manière générale, les alphabétisés du Mayo-Kebbi ouest prennent des notes lors des réunions auxquelles ils participent, exploitent les écrits en langues nationales tels que les journaux, les brochures et les fascicules d'agriculture, d'élevage, de santé, et résolvent des problèmes mathématiques de la vie courante (ventes, achats, gestion des unités économiques). Dans le secteur primaire, ils investissent leurs acquis de l'éducation non formelle notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement. Les impacts sont l'amélioration des rendements agricoles, l'intensification des productions pastorales (embouche) et le développement des techniques de conservation des eaux et des sols. Dans le secteur secondaire, les investissements des acquis de l'éducation non formelle dans le Mayo-Kebbi ouest sont faits

notamment dans l'artisanat de transformation et l'artisanat d'art. Les impacts sont la modernisation et la variation des modèles dans l'artisanat. Dans le secteur tertiaire, les investissements sont faits notamment dans le commerce, les banques de céréales, les caisses d'épargne et de crédit, la mise en place de plates-formes multifonctionnelles, les Activités Génératrices de Revenus. Les impacts sont l'amélioration de la gestion des unités économiques, une meilleure connaissance du marché, et la fixation de leurs prix de vente. Dans la vie associative et communautaire, les investissements des acquis de l'éducation non formelle sont faits surtout dans la création de groupements villageois et d'associations et la réalisation d'infrastructures communautaires. Les impacts sont une meilleure gestion des associations, une participation active des populations dans la vie communautaire, le développement d'un leadership à la base, et l'existence d'une masse critique de leaders endogènes.

Par ailleurs, les alphabétisés investissent notamment leurs acquis de l'éducation non formelle dans l'activité politique et dans la vie citoyenne. Les impacts sont surtout une prise de responsabilité accrue des alphabétisés dans la vie politique locale, et une meilleure connaissance des droits et devoirs du citoyen. Enfin, certains alphabétisés investissent leurs acquis de l'éducation non formelle dans les fonctions offertes par l'alphabétisation et l'éducation non formelle (animateurs, superviseurs, et coordonnateurs). Les impacts sont l'amélioration du statut social des alphabétisés qui exercent des fonctions d'alphabétisés de l'éducation non formelle (AENF) qui leur procurent des revenus. L'éducation non formelle a des impacts sur le développement des activités génératrices de revenus des femmes. Les alphabétisées gèrent mieux leurs activités génératrices de revenus et les crédits (estimations des fonds des dépenses, des bénéfices, etc.) qu'elles obtiennent par le biais des structures de micro finances ou d'autres bailleurs de fonds qui s'investissent dans l'appui aux activités organisées après les formations techniques et spécifiques. Dans le cas spécifique des adolescents, les effets et changements majeurs se situent dans la poursuite des études à travers le formel, la formation professionnelle dans les centres de formation, l'auto-emploi à travers la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus. On note également que certains sortants réussissent aux concours de recrutement de la fonction publique ou sont employés dans le privé. Les sortants développent des compétences de vie courante en plus des connaissances instrumentales qu'ils réinvestissent. L'examen des composantes du système éducatif révèle que l'éducation non formelle est marginalisée, mais elle produit des résultats importants.

DISCUSSION

Les résultats obtenus dans cette recherche sont conformes à ceux obtenus dans les travaux antérieurs. Ambroise Tapsoba (2017) a obtenu les résultats similaires au Burkina Faso. Il ressort de son analyse que l'éducation non formelle contribue pour beaucoup à l'insertion des jeunes. Pour un pays comme le Burkina, malgré le fait que l'éducation non formelle soit intéressante pour les jeunes, il reste encore des efforts à fournir pour combler le vide laissé par l'éducation formelle. Les résultats obtenus dans cette étude sont aussi conformes à ceux obtenus par Ardoïn T. (2014). Pour lui, l'éducation non formelle permet la socialisation des jeunes et il est important d'intégrer cette thématique dans les projets liés à la question de l'éducation. Pour Gasse F. M. (2007), l'éducation non formelle

est indispensable pour beaucoup de sociétés surtout celles africaines. La situation du Mali ne diffère guère de celle du Tchad, en ce qui concerne l'éducation non formelle. Il est important pour l'Etat de fournir davantage les efforts pour que l'éducation non formelle puisse atteindre son objectif.

Conclusion

L'éducation non formelle constitue pour beaucoup de sociétés un outil important car elle permet de combler le vide laissé par l'éducation dite formelle. Au Tchad, une bonne partie de la population n'a pas accès à l'école et l'éducation non formelle permet ainsi de les absorber. Le Mayo-Kebbi constitue l'une des provinces du Tchad dont le taux de scolarisation est un des plus élevés, mais malgré cela, un nombre élevé des jeunes demeure non scolarisés. Il ressort de cette étude que l'éducation non formelle a contribué à augmenter le nombre d'alphabétisés entre 2018 et 2020, que ce soit au niveau des adolescents que des adultes. Il faut admettre que l'éducation non formelle est indispensable et efficace pour toute société et que le Tchad est appelé à financer davantage cette dimension de l'éducation pour le bien être de la population.

RÉFÉRENCES

- ARDOUIN T. 2014, « Education non formelle : Des mondes sociaux à l'ingénierie du développement ». *Education permanente*. N° 199, pp 39-48
- ARDOUIN T., 2006, *Ingénierie de formation pour l'entreprise*, Dunod, Paris
- CHARMILLOT M., DAYER C., 2007, « Démarche compréhensive et méthodes qualitatives: clarifications épistémologiques », *Recherches qualitatives, hors-série, numéro 3, Actes du colloque bilan et prospectives de la recherche qualitative*, Association pour la recherche qualitative.
- COOMBS P., 1985. *La crise mondiale de l'éducation*. Paris : PUF
- COULIBALY Z., 1997, *L'évolution de l'enseignement et de la formation des enseignants du primaire au Burkina Faso (1903- 1995). La qualité de l'enseignement primaire en question*, Thèse de doctorat nouveau régime, Sciences de l'Education, Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille I).
- GASSE, S. 2008, *L'éducation non formelle : quel avenir ? Regard sur le Mali*, Université de Rouen, Thèse de doctorat en sciences de l'éducation.
- GERARD, F.-M. 2001. « L'évaluation de la qualité des systèmes de formation », *Mesure et évaluation en éducation*, 24(2/3), p. 53-77
- HAGAM Salé, 2003, *Rapport final de l'étude sur l'égalité entre les sexes dans le domaine de l'éducation*, N'djaména.
- IGNEGONGBA Keumaye, 1999, « Evolution des taux de scolarisation au Tchad. Une faible scolarisation générale, un faible rendement » in ATEP, 1999, *Diagnostic de l'école tchadienne: faiblesse structurelle et d'infrastructures*, bulletin de l'ATEP, n° 002, IDT, N'djaména: FNUAP.
- QUIVY R., VAN CAMPENHOUDT L., 2006, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, Paris.
